

LA VÉRITÉ

sur l'Algérie

N° 12 D'AVRIL 1957

PRIX: 25 FRANCS

LE BI-MENSUEL DE L'ACTUALITÉ FRANÇAISE
ORGANE OFFICIEL DE « L'UNION POUR LE SALUT
ET LE RENOUVEAU DE L'ALGERIE FRANÇAISE »

Direction et Rédaction 9, rue Louis-le-Grand - PARIS (2^e) RIC. 17-10

LA LEÇON DES DÉBATS DE L'O.N.U.

*Texte intégral du discours prononcé le 21 mars 1957
par Jacques Soustelle à l'Assemblée nationale*

M. Jacques Soustelle. Mesdames, messieurs, après le débat qui s'est instauré devant l'Organisation des Nations Unies au sujet de l'Algérie, des exégèses subtiles ont été faites pour savoir si oui ou non la France avait gagné ou perdu, ou à moitié gagné et à moitié perdu.

J'avoue que moi-même, en présence de ces essais d'explication j'aurais fini par en douter si je ne m'étais dit, avec un bon sens quelque peu candide peut-être, que ce qui est clair c'est que nos adversaires ont perdu, et qu'en tout cas aucun doute n'aurait plané sur la question de savoir si la France avait essuyé un échec au cas où la motion des dix-huit pays arabes et musulmans aurait été votée. Alors les exégèses eux-mêmes auraient été les premiers à laisser de côté leur traditionnelle prudence et les enveloppements dont ils excellent à entourer leur pensée, pour au contraire se livrer à cette éloquence larmoyante et vertueuse dont certains organes de presse se sont faits les spécialistes et nous dire : La France est condamnée; toute l'opinion mondiale, représentée par ces sommets du droit et de la culture que sont le Yémen et le Soudan, s'est prononcée contre les excès et les horreurs commis par la France, et par conséquent il faut s'empressement de négocier avec ces interlocuteurs valables que sont à coup sûr les représentants du F. L. N. qui, pour la circonstance, vous le savez, avaient été plus ou moins camouflés en représentants de la Syrie et de l'Irak.

La France a gagné la partie à l'O.N.U.

Mais enfin, c'est un fait que, peut-être par un manquement à une habitude déjà bien prise, cette fois-ci la France n'a pas été battue. C'est comme cela.

Pour une fois nous n'avons pas essuyé un échec, et dans ces conditions il est clair que la tentative panarabe de clouer la France au pilori international, de la blâmer publiquement devant le monde entier pour sa politique, de proclamer le droit de l'Algérie à l'indépendance, d'imposer à notre pays de négocier avec les chefs des assassins et des incendiaires, et enfin, ce qui était sans doute le plus dangereux dans la motion

des dix pays arabes, la tentative d'imposer l'intervention directe de l'Organisation des Nations Unies en chargeant son secrétaire général de prendre en quelque sorte en main les négociations, tout cela a échoué.

Cela a échoué pour diverses raisons. La délégation française solidaire — si étrange que puisse sembler l'accouplement de ces deux adjectifs — a travaillé d'un même cœur et en équipe pour faire valoir la cause de la France. Dans cette délégation figuraient — je tiens à le dire — des hommes de partis différents, des représentants du Gouvernement et du Parlement, des représentants de l'administration des affaires étrangères, des représentants aussi du ministre résidant et du gouvernement général de l'Algérie. Il n'est pas douteux que cette délégation, qu'on a raillée un peu légèrement parce qu'elle était nombreuse — il valait mieux être nombreux et actifs que de nous laisser battre faute d'avoir fait le nécessaire. (*Applaudissement au centre, à gauche, à droite et à l'extrême-droite.*) a travaillé solidairement et dans un esprit d'équipe. Le rejet de la motion inacceptable et insultante des pays arabes qui, toute considération sentimentale mise à part, aurait eu pour résultat incontestable de faire couler en Algérie des torrents de sang, si elle avait été votée, ce rejet a été dû au ralliement autour de la France de nos amis traditionnels, d'abord ceux de l'Amérique latine, ceux de l'Europe, les Etats-Unis auxquels, pour ma part, je tiens à rendre hommage pour la position nette et catégorique prise par M. Cabot Lodge au nom de leur délégation — et aussi, fait qui peut-être n'a pas été suffisamment souligné, grâce à la scission qui s'est produite dès les premiers jours du débat à l'intérieur du bloc de Bandoeng.

En avons-nous assez entendu parler de ce bloc de Bandoeng avec ses vingt-six nations représentant, suivant les appréciations et les fantaisies/ des orateurs, tantôt la moitié, tantôt les deux tiers, tantôt les trois quarts de l'humanité et qui constituait — disait-il — un bloc indestructible face aux prétentions des pays colonialistes.

Or, il est de fait, mesdames, messieurs, que, dès le début de l'affaire algérienne, on a vu très nettement ce bloc se couper en deux. qu'il n'y a eu une motion du bloc de Bandoeng, mais une motion des pays arabes conduits par l'Egypte et par la Syrie et que, de l'autre côté, il y a eu un texte infiniment